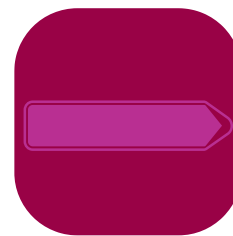




**interventions  
sur le domaine  
public routier  
départemental**

**Guide à l'attention des maîtres d'ouvrages et des concepteurs**

# ÉDITORIAL



Au lendemain de la mise en œuvre de l'acte II de la décentralisation, du décroisement des compétences et de la nouvelle organisation du Conseil général, une clarification des rôles et des procédures dans la gestion du domaine public départemental est utile.

Ce recueil a pour objectif de guider les différents intervenants dans leurs démarches qu'il s'agisse de la réalisation de projets simples (branchements aux réseaux, traitement des abords...) ou plus complexes comme le traitement d'une traversée d'agglomération.

Il s'agit donc d'identifier les compétences de chacun en matière de réglementation, les avis à recueillir avant toute intervention, les règles de base qui doivent prévaloir à l'utilisation du domaine public, les financements possibles et les interlocuteurs pour toutes ces démarches.

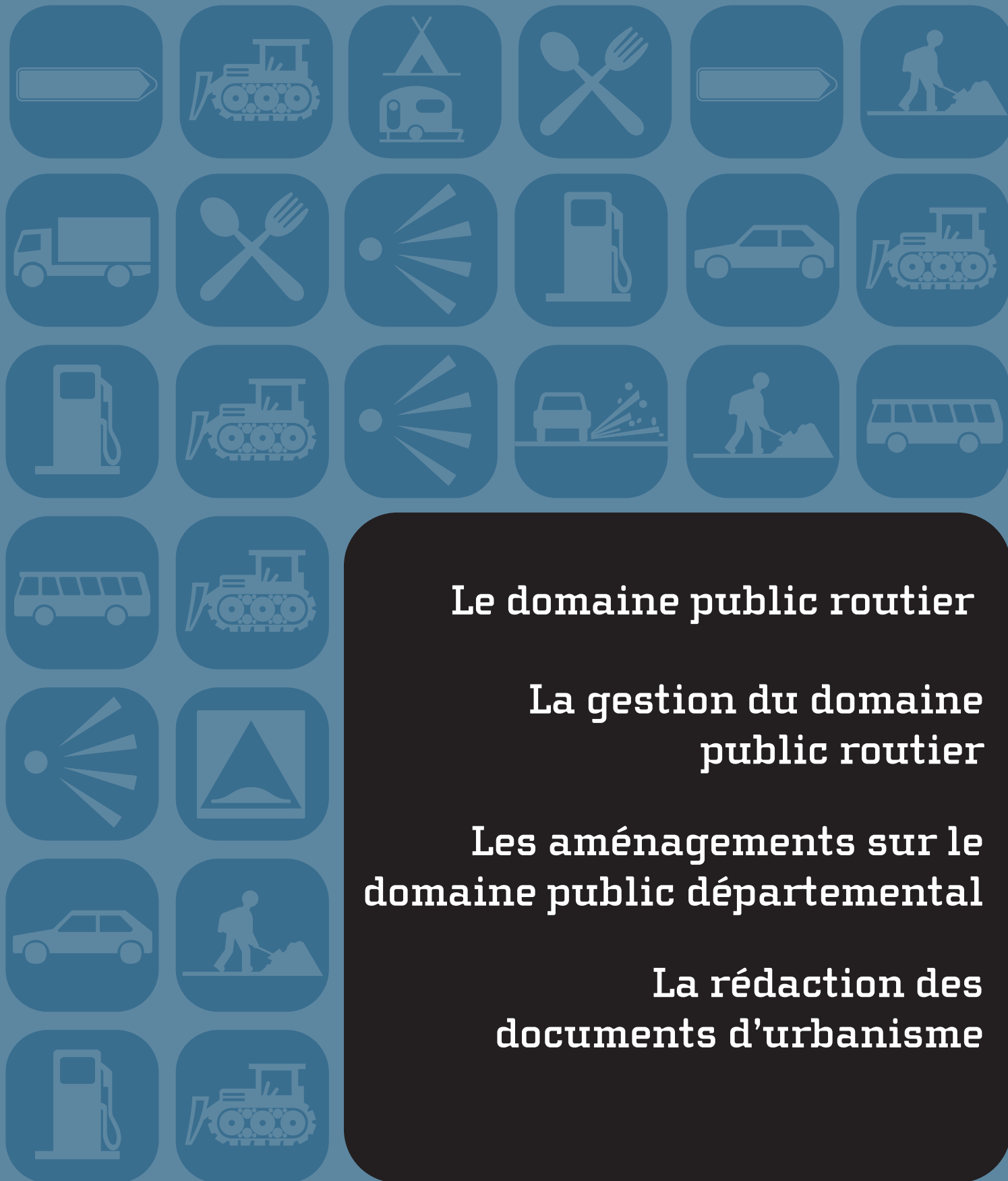
## Le domaine public : un espace commun

**Pascal Terrasse**  
*Président du Conseil général  
Député de l'Ardèche*

**Robert Cotta**  
*Vice-président du Conseil général  
délégué aux infrastructures de  
déplacements*

# SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| <b>LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER</b>   |    |
| .....  | 6  |
| <b>LA GESTION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER</b>  |    |
| Compétences en matière de police de la circulation<br>et de la conservation du domaine public .....        | 7  |
| Rappel de la réglementation relative à la publicité .....  | 8  |
| <b>LES AMÉNAGEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC<br/>DÉPARTEMENTAL</b> .....                                      | 10 |
| Les accords et avis préalables aux travaux<br>sur le domaine public départemental .....                    | 11 |
| La maîtrise d'ouvrage et le financement des projets .....  | 13 |
| Le cas particulier des arrêts de cars .....  | 14 |
| <b>LA RÉDACTION DES DOCUMENTS D'URBANISME</b>  |    |
| .....  | 17 |
| <b>ANNEXES</b>   |    |
| I - Vos interlocuteurs .....   | 20 |
| II - Tableaux des compétences de la police de circulation et<br>de la conservation du domaine public ..... | 21 |
| III - Liste des routes classées à grande circulation .....   | 24 |



**Le domaine public routier**

**La gestion du domaine  
public routier**

**Les aménagements sur le  
domaine public départemental**

**La rédaction des  
documents d'urbanisme**

# Le domaine public routier

## Le domaine public routier : définition

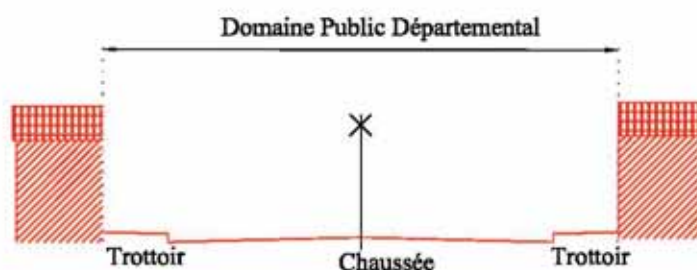
Le domaine public routier comprend l'ensemble des biens des domaines publics de l'État, des Départements et des Communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées.

Le domaine public routier départemental est affecté à la circulation terrestre. Toute autre utilisation n'est admise que si elle est compatible avec cette destination.

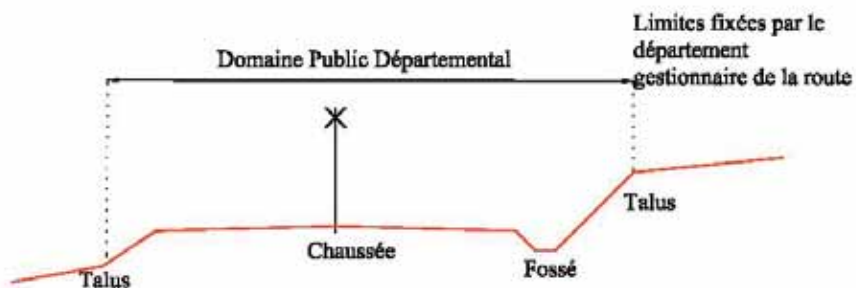
Le sol des routes départementales fait partie du domaine public départemental. Il est inaliénable et imprescriptible. Seul le constat de son inutilité permet un déclassement dans le domaine privé départemental, puis sa cession éventuelle.

De manière générale, en agglomération le domaine public s'étend entre les façades et hors agglomération, les emprises du domaine public comprennent les fossés et talus.

### Exemple type en agglomération



### Exemple type hors agglomération



# La gestion du domaine public routier

## Compétences en matière de police de la circulation et de l'occupation du domaine public

L'autorisation d'occupation du domaine public d'une route départementale incombe au Conseil général en agglomération et hors agglomération. Le maire assure la police de la circulation dans l'agglomération de sa commune et le Conseil général en dehors de l'agglomération. Il y a donc deux autorités différentes sur les voies départementales traversant une agglomération (cf annexe 2)

### → hors agglomération

Le Conseil général est compétent pour délivrer les arrêtés de circulation et les permissions de voirie. Il recueille l'avis du préfet pour les routes classées à grande circulation (cf. annexe 3), et dans certains cas l'avis du maire.

### → en agglomération

- **Les arrêtés de circulation** relèvent de la compétence du maire, qui recueille préalablement à la délivrance de l'arrêté l'avis du préfet s'il s'agit d'une route classée à grande circulation, et dans certains cas l'avis du Conseil général. L'arrêté doit viser ces avis et mentionner les coordonnées du responsable du chantier. Une copie des arrêtés délivrés doit être transmise au groupement territorial compétent (cf. annexe 1).
- **Les permissions de voirie** qui concernent l'occupation profonde du domaine public ou les modifications de sa géométrie ou sa structure de manière pérenne (tranchées, ralentisseurs, trottoirs...) relèvent de la compétence du Conseil général.
- **Les permis de stationnement** pour une occupation temporaire du domaine public départemental (échafaudages, terrasses, bennes à gravats, dépôts...) relèvent de la compétence du maire qui recueille préalablement à la délivrance de l'arrêté l'avis du Conseil général.

### à retenir

- pour toutes ces autorisations, les groupements territoriaux restent vos interlocuteurs au titre de l'avis du Conseil général (cf. annexe 1).
- par délégation du préfet de l'Ardèche, le service d'ingénierie territoriale de la direction départementale de l'équipement est chargé de rendre l'avis de l'État sur les routes classées à grande circulation.

# La gestion du domaine public routier

## Définitions



### Publicité

toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou attirer son attention. Les supports publicitaires sont assimilés à la publicité.



### Pré-enseigne

toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble ou d'un terrain où s'exerce une activité déterminée.



### Enseigne

toute inscription, forme ou image apposée sur un lieu et relative à une activité qui s'y exerce.

## Rappel de la réglementation relative à la publicité

### La publicité

Toute publicité est interdite en dehors des agglomérations.

En agglomération, la publicité est possible. Elle nécessite le respect de la réglementation en vigueur et une déclaration préalable en mairie et auprès des services de la préfecture. La demande est réputée favorable au terme de 2 mois.

### Les pré-enseignes

Les pré-enseignes sont interdites en dehors des agglomérations sur le domaine public, accotements, fossés, talus...

A titre dérogatoire, des pré-enseignes peuvent être autorisées le long des routes hors agglomération et sur des terrains privés dès lors qu'elles ont pour objet de signaler un équipement utile à l'automobiliste :

- hôtel
- restaurant
- station service
- service public ou d'urgence
- vente de produits du terroir

Elles doivent alors respecter les règles techniques suivantes :

- être scellées au sol
- être placées à 5 m minimum du bord de chaussée
- se situer à moins de 5 km du lieu de l'activité ou de l'agglomération qui l'accueille
- être limitées à 2 pré-enseignes pour les services d'urgences et les produits du terroir et à 4 pour les autres établissements
- avoir des dimensions inférieures ou égales à 1 m de hauteur et 1,5 m de largeur
- ne pas se situer dans les carrefours et virages et dans le périmètre de protection des monuments et sites protégés
- désigner seulement l'activité et non une marque
- ne pas générer d'ambiguïté avec les panneaux réglementaires
- ne pas comporter le nom d'une localité complété d'une distance

### Les enseignes

Les enseignes ne relèvent pas de la compétence du Conseil général. Elles ne sont pas implantées sur le domaine public départemental mais sur la parcelle privée où s'exerce l'activité qu'elles signalent.

### La signalisation d'information locale (SIL)

Les panneaux de signalisation d'information locale sont utilisés pour indiquer, en complément de la signalisation de direction, les services et équipements utiles aux usagers.



Deux types de panneaux sont autorisés par arrêté du 11 février 2008 :

- panneau de pré-signalisation DC43 : il annonce les services et équipements desservis au prochain carrefour
- panneau de position DC29 : en l'absence de panneau de pré-signalisation DC43, il indique l'endroit où l'usager doit commencer sa manœuvre pour se diriger vers les services et équipements situés dans la direction indiquée par la flèche. Il est placé dans le carrefour de telle manière que la manœuvre éventuelle soit effectuée devant le panneau.

Ces panneaux sont de forme rectangulaire, de couleur de fond différente des couleurs utilisées pour la signalisation de direction. Les inscriptions des services et équipements sont en caractères italiques. Chaque inscription peut être complétée par un ou deux idéogrammes et par un indicateur de classement pour les activités liées à l'hébergement, suivant le classement officiel du ministère du tourisme.

La flèche orientée ou la flèche dessinée, l'indicateur de classement et les inscriptions sont blanches ou noires suivant la couleur du fond.

Un guide technique disponible au centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU) décrit plus en détail les possibilités offertes par la SIL.

## à retenir

### La législation en vigueur

#### ➔ Principales dispositions issues du code de la route

Cette compétence relève hors agglomération sur route départementale du Conseil général et en agglomération du maire

- pas de publicité ressemblant à un panneau réglementaire routier
- pas de publicité sur le domaine routier (ouvrage d'art, signaux...)
- pas de publicité au droit d'un point singulier (virage, carrefour)

#### ➔ Principales dispositions issues du code de l'environnement

cette compétence relève du maire ou du préfet.

- pas de publicité sur les immeubles classés ou inscrits, dans les sites classés, dans les parcs et réserves naturelles, sur les arbres et sur les monuments naturels
- pas de publicité en rase campagne

#### ➔ Principales dispositions du règlement départemental de voirie

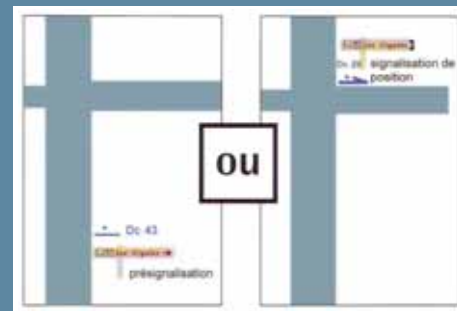
- pas de publicité sur le domaine public

#### ➔ Spécificités liées au territoire du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche (PNR)

- une charte contenant des recommandations relatives à la signalisation et la publicité a été établie par le PNR

Les groupements territoriaux ou la préfecture restent vos interlocuteurs privilégiés pour toutes les questions qui peuvent se poser dans ces domaines.

## Définitions



Signalisation d'information locale (SIL)  
signal routier de proximité permettant d'indiquer en bordure du réseau routier départemental des équipements et services publics et professionnels.



# Les aménagements sur le domaine public départemental

**Le Conseil général assure les travaux d'investissement et d'entretien des routes départementales. Son action se limite toutefois aux équipements nécessaires au bon fonctionnement de la circulation des véhicules.**

## → En dehors des agglomérations :

ces aménagements concernent la chaussée, les accotements, les fossés et ouvrages hydrauliques, la signalisation horizontale, directionnelle et de police ainsi que l'ensemble des équipements de sécurité comprenant la taille de sécurité des arbres d'alignements.

Les autres aménagements, réseaux divers, cheminements piétons éventuels, arrêts de cars ou encore aménagements paysagés et élagages de confort sont réalisés par et à l'initiative des collectivités locales, gestionnaires et concessionnaires de réseaux.



Aménagement en dehors de l'agglomération

## → En agglomération

les aménagements réalisés par le Conseil général se limitent à la chaussée, les accotements ou fossés non aménagés et la signalisation directionnelle.

Les autres aménagements, réseaux divers, cheminements piétons, mobiliers urbains, arrêts de cars, signalisations horizontale et de police, aménagements de sécurité, ralentisseurs, élagages de confort, aménagements paysagés sont réalisés par et à l'initiative des collectivités locales, gestionnaires et concessionnaires de réseaux.



Aménagement en agglomération

Sans être exhaustive, cette liste de travaux susceptibles d'être réalisés par divers intervenants démontre la nécessité de rappeler les règles qui s'appliquent en cas d'intervention sous les emprises des routes départementales. Il est par ailleurs utile de préciser que des responsabilités pénales pourraient être recherchées en cas d'accident consécutif à des travaux réalisés dans l'emprise d'une voie publique sans autorisation.

Chaque année réglementairement, une réunion de coordination des travaux doit avoir lieu :

- hors agglomération = compétence du président du Conseil général (PCG)
- en agglomération = compétence du maire



## Les accords et avis préalables aux travaux sur le domaine public départemental

### Accord technique sur le projet

Tous les projets, qui ont pour objet la réalisation de travaux sur le domaine public départemental et qui modifient la géométrie de la voie ou la structure de chaussée, doivent faire l'objet d'un examen en commission au stade de l'avant projet.

Il ne s'agit pas à ce stade de définir des modalités de financements ou de délivrer une autorisation de voirie mais bien de se mettre d'accord sur le parti d'aménagement de l'ouvrage à réaliser.

La commission comprend le directeur des routes départementales, le service programmation, le paysagiste conseil, le service exploitation-sécurité, le groupement territorial concerné et le porteur de projet. Par ailleurs l'avis préalable du service ouvrage d'art et du service procédures réglementaires et foncières et du service entretien routier laboratoire est requis. Ces services peuvent participer à la commission en tant que de besoin.

Cet examen a pour objet d'apprécier la faisabilité du projet en regard des dispositions relatives à la sécurité routière, l'insertion paysagère, la pérennité de l'ouvrage, l'entretien ultérieur, la structure de chaussée, la prise en compte des règles d'accessibilité, les emprises foncières ou encore sa compatibilité avec la vocation de la voie.

Le maître d'œuvre de l'opération est convié à prendre part à la commission afin d'explicitier les objectifs et d'argumenter le choix retenu.

Les conclusions de la commission seront transmises au maître d'ouvrage de l'opération, étant entendu qu'elles peuvent s'avérer défavorables ou entraîner des modifications du projet si ce dernier ne correspond pas aux critères définis par le Conseil général dans les domaines définis plus haut.

### à noter

Attention, les autorisations accordées dans le cadre des procédures décrites ci-contre ne sauraient être considérées comme des demandes de subventions au titre de CAP Territoires

### à savoir

Les constructions de réseaux sont exemptées de cet avis préalable et sont gérées dans le cadre des procédures de permission de voirie.



# Les aménagements sur le domaine public départemental

## à noter

Le passage en commission nécessite un délai moyen de 2 mois. 3 dossiers doivent être transmis au groupement territorial compétent.



Suivi du chantier

## Délégation de maîtrise d'ouvrage et accord sur les modalités de réalisation des travaux

Lorsqu'un aménagement relève simultanément de la compétence de la commune et du Conseil général, il est souhaitable de conclure une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage. Cet accord doit être obtenu avant le démarrage des travaux, il prend la forme d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée ou d'une permission de voirie pour les travaux les plus simples.

Il s'agit de permettre réglementairement la réalisation de travaux par une collectivité sur le domaine public départemental.

## Arrêté de circulation

Cet arrêté est à recueillir auprès du groupement territorial compétent ou auprès de la mairie selon que les travaux se situent en ou hors agglomération (cf. "La gestion du domaine public routier" p. 7).

La demande doit être constituée d'un dossier d'exploitation sous chantier qui décrit à minima les mesures prises pour assurer la sécurité, optimiser l'écoulement du trafic, maîtriser la durée du chantier, définir le planning de réalisation et préciser la signalisation de chantier.

Un délai de 3 semaines est nécessaire pour l'obtention de cet accord.

## Suivi du chantier

Le groupement territorial compétent est invité à la réunion de démarrage des travaux. Il est ensuite destinataire des comptes-rendus de chantier.

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre de l'opération peut le solliciter si nécessaire.

## Remise d'ouvrages

A l'issue des opérations de réception des travaux, l'ouvrage ou la partie d'ouvrage qui doit être remis en propriété au Conseil général fait l'objet d'un procès verbal entre la commune et le Conseil général. Le plan de recollement et les épreuves ou contrôles prévus par la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée sont fournis à cette occasion.

Une convention d'entretien sera établie, définissant les rôles et responsabilités de chacun en ce qui concerne l'entretien ultérieur des ouvrages.

## à retenir

Pour toutes ces démarches, les groupements territoriaux restent vos interlocuteurs au titre du Conseil général.



## La maîtrise d'ouvrage et le financement des projets

**Les travaux de chaussée de la route départementale peuvent être pris en charge par le Conseil général selon les règles décrites ci-après.**

**Les projets portés par les collectivités locales peuvent également bénéficier d'un financement départemental dans le cadre du dispositif CAP Territoires pour la part non financée directement par le Conseil général.**

### Les traversées d'agglomérations

Les travaux réalisés en agglomération entrent dans le domaine des traverses d'agglomérations. Dès lors la maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par la commune. La chaussée est toutefois prise en charge financièrement par le Conseil général, ces travaux étant réalisés dans le cadre d'une délégation de maîtrise d'ouvrage.

Cette prise en charge s'effectue sur la base d'une estimation aux mètres carrés à réaliser, majorée forfaitairement de 5% pour la part de maîtrise d'œuvre. L'estimation est calculée sur la base des marchés à bons de commandes en vigueur dans le secteur concerné et le fonds de concours est versé en fonction du montant réel des travaux.

Pour les carrefours giratoires en agglomération, le coût de la chaussée est proratisé au nombre de branches.

### Les carrefours qui présentent un intérêt pour le Département

Si le carrefour intéresse uniquement des voies départementales, la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Conseil général qui finance l'opération. Toutefois pour les carrefours giratoires en agglomération ou en entrée d'agglomération, l'aménagement de l'îlot central et des abords du carrefour sont réalisés et financés par la commune et devront respecter les règles d'insertion paysagères et de sécurité définies par le Conseil général.

Si le carrefour intéresse des voies départementales et communales, la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'une ou l'autre des collectivités. Pour les carrefours giratoires, le coût de la chaussée est réparti au nombre de branches. Pour les autres carrefours, le Conseil général prend en charge l'équivalent de la remise en état de la chaussée sur la longueur de la route départementale concernée par l'aménagement du carrefour.

# Les aménagements sur le domaine public départemental

## à savoir

Pour tout cofinancement ou délégation de maîtrise d'ouvrage, une convention définissant les montants et les modalités de versement sera établie avec les collectivités concernées.

## Les carrefours liés à un aménagement spécifique

Le financement est à la charge du demandeur qui en assure la maîtrise d'ouvrage.

## Les autres dispositifs en rase campagne

Le financement est à la charge du demandeur qui en assure la maîtrise d'ouvrage.

## Les déviations d'agglomérations

Les déviations d'agglomérations sont réalisées sous maîtrise d'ouvrage départementale. Une participation de 10% du montant des travaux est demandée aux communes ou établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents dont la population est comprise entre 3 000 et 10 000 habitants, et de 30 % lorsque cette population est supérieure à 10 000 habitants.

## à retenir

Les groupements territoriaux et le(s) conseiller(s) général(aux) référent(s) restent vos interlocuteurs pour les modalités de calcul de la part chaussée départementale. Pour le dispositif CAP Territoires, la direction du développement territorial est l'interlocuteur direct des collectivités locales.



## Le cas particulier des arrêts de cars

La Loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982 a transféré aux Départements la compétence générale d'organisation des transports publics réguliers non urbains de personnes.

Au vu du nombre important d'arrêts de cars déjà en place, les demandes des collectivités concernent principalement le réaménagement des aires d'arrêts existants.

### Définition des compétences

Le Conseil général est l'autorité organisatrice des transports en dehors des transports express régionaux (TER) et transports urbains.

Les communes ou établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont chargés de mettre à disposition les points d'arrêts nécessaires au fonctionnement du service en fonction des besoins induits par l'urbanisation des territoires.

Toutefois en qualité d'organisateur principal des transports scolaires et interurbains, le Conseil général reste seul compétent pour décider de l'opportunité et de la sécurité d'un point de desserte, hors périmètre des transports urbains et TER.

### Description technique d'un arrêt de cars

Il est important de préciser qu'un lieu de prise en charge ou de dépose d'usagers des transports collectifs ne se limite pas à une simple emprise sur chaussée signalée par un marquage ou à un aménagement sur l'accotement.

Les cheminements piétons sécurisés jusqu'aux lieux de résidences ou d'activités doivent donc être inclus dans le projet. De la même manière, et au vu des dernières jurisprudences en matière d'accidents dans les transports scolaires, le Conseil général rend obligatoire une aire de stationnement pour véhicules légers à proximité de la zone d'arrêt du car.

La loi du 11 février 2005 sur le handicap impose désormais que les aires d'arrêts ainsi que les cheminements piétons soient aménagés pour permettre d'accueillir les personnes à mobilité réduite (PMR) dans des conditions identiques aux usagers non handicapés et ce quel que soit le type de handicap.

### 4 types d'aménagements sont préconisés :

- **en pleine chaussée** : zone d'arrêt du car située sur la chaussée interdisant lors d'un arrêt de car le dépassement ou le croisement d'un autre véhicule en raison de la largeur réduite de la voie de circulation.
- **en ligne** : zone d'arrêt du car située sur la chaussée, uniquement sur voie de circulation. En présence d'un car à l'arrêt, les véhicules venant en sens inverse croisent sans difficulté, ceux circulant dans le même sens peuvent le dépasser à vitesse réduite, le cas échéant.



Arrêt de cars

# Les aménagements sur le domaine public départemental

- **en demi-encoche** : zone d'arrêt du car implantée à cheval sur la chaussée et sur le bord extérieur de la voie. Les véhicules circulant dans le sens du point d'arrêt peuvent, le cas échéant, dépasser le car, en effectuant un léger déport de trajectoire. Les véhicules venant en sens opposé gardent leur voie de circulation et croisent sans difficulté.
- **en encoche** : zone d'arrêt du car en bord extérieur de la voie, déconnectée de la circulation routière et donc sans influence sur la trajectoire des véhicules le croisant ou le dépassant.

## Procédure à suivre pour la création ou l'aménagement d'un arrêt de car

La commune ou l'EPCI concerné dépose une demande de création ou d'aménagement d'arrêt de car (disponible sur le site internet du Conseil général à l'adresse : [www.ardeche.fr/infrastructures-transport/routes-voirie](http://www.ardeche.fr/infrastructures-transport/routes-voirie) "à télécharger") auprès du service des transports du Conseil général qui est chargé d'en vérifier l'opportunité.

Dès lors que l'opportunité est vérifiée, la demande est transmise par le service des transports au gestionnaire de la voirie concernée afin de recueillir son avis sur l'aspect de la sécurité routière en particulier.

Le service des transports apportera en retour une réponse de synthèse soit favorable, soit défavorable, dans un délai de 2 mois..

Le type d'aménagement et l'implantation de l'arrêt sont décidés en concertation. La desserte d'un nouvel arrêt par les services de cars ne s'effectue qu'après la réalisation complète de l'aménagement.

Il est également important de préciser que le service des transports du Conseil général peut à tout moment interrompre la desserte d'un arrêt existant qu'il juge trop dangereux. Au préalable, le service informe la commune de ses intentions en justifiant sa décision.

## à connaître

Textes réglementaires

. règlement du Conseil général de l'Ardèche

. loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982 n° 82-1153

. loi sur la répartition des compétences entre les communes, les Départements et l'État (Loi Defferre) du 07 janvier 1983 n° 83-8

. circulaire interministérielle relative à l'amélioration des transports scolaires. du 23 mars 1995 n° 95-071

## Financement

Le financement des arrêts de cars (plate forme, peinture, panneaux, cheminements piétons, parkings et abris bus) est à la charge des communes ou EPCI.

Un financement peut être sollicité dans le cadre du dispositif CAP Territoires.

La pose et la maintenance des poteaux horaires du réseau des transports publics départementaux sont quant à eux à la charge du Conseil général. L'entretien des abords des poteaux est assuré par la commune ou l'EPCI concerné.



# La rédaction des documents d'urbanisme

Le Conseil général de l'Ardèche est systématiquement associé à toutes élaborations, révisions et modifications des documents d'urbanisme (Schéma de cohérence territoriale -SCOT-, Plan local d'urbanisme -PLU-, carte communale).

Son souhait est de travailler avec les communes ou leurs regroupements en amont des projets et participer aux réunions de travail. Ainsi, il pourra faire connaître ses besoins concernant ses compétences propres (routes, espaces naturels sensibles, collèges, bâtiments départementaux, transports, social...), sensibiliser les communes aux enjeux de politique d'aménagement du territoire auquel il participe (économie, agriculture, tourisme, sport, culture, patrimoine, paysage, etc.) et œuvrer à l'amélioration de la sécurité des usagers de la route.

Toutes les décisions du Conseil municipal ou autre organes délibérant doivent être notifiées au président du Conseil général.

Le Conseil général précisera les modalités de son association à l'élaboration, révision ou modification des documents d'urbanisme et les enjeux du Département (article L.123-8 du code de l'urbanisme) :

- le Conseil général sera informé et convié à toutes les réunions.
- le Conseil général sera destinataire :
  - des documents de travail (diagnostic, projet de plan d'aménagement et de développement durable, règlement, zonage, compte-rendu...) pour d'éventuelles observations
  - du projet arrêté par le Conseil municipal (article L. 123-9 du code de l'urbanisme)
  - d'une copie du rapport du commissaire enquêteur accompagnée des avis des personnes publiques associées
  - au terme de la procédure, de la délibération du Conseil municipal approuvant le document accompagnée du projet opposable (version informatique)

## à retenir

Le service études générales et programmation de la direction des routes départementales est l'interlocuteur des communes pour l'ensemble des démarches relatives à ce domaine.







## Annexes

### 1 - Vos interlocuteurs

### 2 - Tableaux des compétences de la police de circulation et de la conservation du domaine public

### 3 - Liste des routes classées à grande circulation

### 4 - Convention d'entretien des ouvrages départementaux en agglomération et hors agglomération *en téléchargement sur le site [www.ardeche.fr](http://www.ardeche.fr) (rubrique infrastructures et transports)*

### 5 - Demande de création d'un arrêt de cars *en téléchargement sur le site [www.ardeche.fr](http://www.ardeche.fr) (rubrique infrastructures et transports)*



## Annexe 1

### Vos interlocuteurs

#### Conseil général de l'Ardèche Direction des routes départementales

Groupement territorial Centre  
Rue des Alpes - BP 149  
07130 Saint-Péray  
04 75 81 80 20

Groupement territorial Sud-Ouest  
Route de Montélimar - BP 170  
07202 Aubenas  
04 75 35 84 10

Groupement territorial Nord  
ZI La Lombardière - BP 128  
07104 Annonay Cedex  
04 75 69 00 50

Groupement territorial Sud-Est  
21 rue de la résistance - BP 64  
07400 Le Teil  
04 75 49 19 40

#### Documents d'urbanisme

Conseil général de l'Ardèche  
Direction des routes départementales  
Service études générales et programmation  
Pôle Astier Froment - BP 737  
07007 Privas Cedex  
04 75 66 79 62

#### CAP Territoires

Conseil général de l'Ardèche  
Direction du développement territorial  
Hôtel du Département  
Quartier la Chaumette - BP 737  
07007 Privas Cedex  
04 75 66 75 49

#### Arrêts de cars

Conseil général de l'Ardèche  
Service des transports  
Pôle Astier Froment - BP 737  
07007 Privas Cedex  
04 75 66 98 98

#### Publicité

Préfecture de l'Ardèche  
Bureau de l'urbanisme et de l'environnement  
Rue Pierre Filliat  
07007 Privas Cedex  
08 21 80 30 07

#### Arrêtés sur route classée à grande circulation

Direction départementale de l'équipement de l'Ardèche  
2 place des Mobiles - BP 613  
07006 Privas Cedex  
mél: sit-srtd.dde-07@developpement-durable.gouv.fr  
04 75 65 50 00



# Annexe 2

## Pouvoirs de police autorités compétentes

| EN AGGLOMÉRATION   |  |   |                                |
|--------------------|--|---|--------------------------------|
|                    |  | Compétences                               | Article(s) du Code de la Route |
| RD classée RGC     | police de la circulation                 | maire + avis préfet                       | R.411-8 et R.411-5             |
|                    | barrières de dégel                       | PCG ou préfet si urgence                  | R.411-20, R.411-8              |
|                    | passage des ponts                        | préfet ou PCG<br>maire si danger imminent | R.422-4                        |
|                    | relèvement du seuil de vitesse (70 km/h) | préfet + avis maire + avis PCG            | R.413-3                        |
|                    | périmètre des zones 30 km/h              | préfet + avis maire + avis PCG            | R.411-4                        |
|                    | limites d'agglomération                  | maire                                     | R.411-2                        |
| RD non RGC         | police de la circulation                 | maire                                     | R.411-8                        |
|                    | barrières de dégel                       | PCG ou préfet si urgence                  | R.411-20, R.411-8              |
|                    | passage des ponts                        | PCG<br>maire ou préfet si danger imminent | R.422-4                        |
|                    | relèvement du seuil de vitesse (70 km/h) | maire + avis PCG                          | R.413-3                        |
|                    | périmètre des zones 30 km/h              | maire + avis PCG                          | R.411-4                        |
|                    | limites d'agglomération                  | maire                                     | R.411-2                        |
| HORS AGGLOMÉRATION |  |   |                                |
|                    |  | Compétences                               | Article(s) du Code de la Route |
| RD classée RGC     | police de la circulation                 | PCG + avis préfet                         | R.411-8 et R.411-5             |
|                    | barrières de dégel                       | PCG ou préfet si urgence                  | R.411-20, R.411-8              |
|                    | passage des ponts                        | préfet ou PCG<br>maire si danger imminent | R.422-4                        |
| RD non RGC         | police de la circulation                 | PCG                                       | R.411-8                        |
|                    | barrières de dégel                       | PCG ou préfet si urgence                  | R.411-20, R.411-8              |
|                    | passage des ponts                        | PCG<br>maire ou préfet si danger imminent | R.422-4                        |

PCG : président du Conseil général / RD : route départementale / RGC : route à grande circulation.





## Annexe 2

### Pouvoirs de police autorités compétentes (suite)

Cédez le passage, stop, feux tricolores  
(articles R.411-7, R.415-5 et R.415-8 du code de la route)

#### EN AGGLOMÉRATION

| VOIE NON PRIORITAIRE \ VOIE PRIORITAIRE | RN et RD classée RGC | RD non RGC et VC    |
|---|----------------------|---------------------|
| RN                                      | préfet + avis maire  | préfet + avis maire |
| RD classée RGC                          | préfet + avis maire  | préfet + avis maire |
| RD non RGC                              | préfet + avis maire  | maire               |
| VC                                      | préfet + avis maire  | maire               |

#### HORS AGGLOMÉRATION

| VOIE NON PRIORITAIRE \ VOIE PRIORITAIRE | RN                    | RD classée RGC                   | RD non RGC          | VC                               |
|---|-----------------------|----------------------------------|---------------------|----------------------------------|
| RN                                      | préfet                | préfet + avis PCG                | conjoint préfet/PCG | conjoint préfet/maire            |
| RD classée RGC                          | préfet + avis PCG     | préfet + avis PCG                | conjoint préfet/PCG | conjoint préfet/maire + avis PCG |
| RD non RGC                              | conjoint préfet/PCG   | conjoint préfet/PCG              | PCG                 | conjoint PCG/maire               |
| VC                                      | conjoint préfet/maire | conjoint préfet/maire + avis PCG | conjoint PCG/maire  | maire                            |

PCG : président du Conseil général / RD : route départementale / RGC : route à grande circulation.  
VC : voie communale / RN : route nationale.



## Annexe 2

### Autorités compétentes de la conservation du domaine public routier départemental (article L131-3 et L131-7 du code de la voirie routière et art L2213-1 du C.G.C.T.)

#### EN AGGLOMÉRATION

| Type d'arrêté  | Compétences                                  |
|--|--|
| Permissions d'occupation de voirie<br>(tranchées, ralentisseurs, etc.)             | président du Conseil général + avis maire    |
| Permis de stationnement<br>(échafaudage, terrasse, étalage, benne à gravats, etc.) | maire + avis du président du Conseil général |
| Autres arrêtés<br>alignement, saillies, accès, clôture,<br>haie etc.)              | président du Conseil général + avis maire    |

#### HORS AGGLOMÉRATION

| Type d'arrêté  | Compétences                  |
|--|------------------------------|
| Permissions d'occupation de voirie<br>(tranchées, ralentisseurs, etc.)             | président du Conseil général |
| Permis de stationnement<br>(échafaudage, terrasse, étalage, benne à gravats, etc.) | président du Conseil général |
| Autres arrêtés<br>(alignement, saillies, accès, clôture,<br>haie, etc. )           | président du Conseil général |



## Annexe 3

### Liste des routes classées à grande circulation

#### ROUTES DÉPARTEMENTALES

| N° de RD | Désignation des sections  | décret de classement      | longueur indicative en km |
|----------|---|---------------------------|---------------------------|
| RD 2     | Entre la RD 104 (Privas) et la RD 86 (Meyssse)  | 12.09.77.                 | 24,8                      |
| RD 15    | Entre la limite du département de la Haute-Loire et la RD.120 au Nord de Saint-Agrève                                     | 13.12.52.                 | 4,7                       |
| RD 22    | Entre la RD 2 au carrefour de la Neuve et la RD 86  | 02.06.83.                 | 5,1                       |
| RD 82    | Entre la RD 820 (Davézieux) et la RD 86 (Andance)   | 13.12.52.                 | 9,2                       |
| RD 86 C  | Entre la RD 86 (Sarras) et la limite du département de la Drôme   | 13.12.52.                 | 1                         |
| RD 86 F  | Entre la RD 86 (La Voulte-sur-Rhône) et la limite du département de la Drôme  | 20.12.67.                 | 1,6                       |
| RD 86 K  | De la RD 86 (Bourg-St-Andéol) jusqu'à la limite du département de la Drôme  | 20.12.67.                 | 0,6                       |
| RD 104   | Entre le PR 45+050 (Aubenas) et la limite du département du Gard  | 20.12.67.                 | 45,3                      |
| RD 107   | Entre la RD 86 (Viviers) et la RN 102 (au Nord d'Alba la Romaine)   | 20.12.52.                 | 13,5                      |
| RD 120   | Entre la RD 120A (St-Agrève) et la limite du département de la Haute-Loire  | 13.12.52.                 | 4,7                       |
|          | Entre son intersection avec la RD 86 (La Voulte-sur-Rhône) et son intersection avec les RD 120A et RD 533                 | 04.04.91.                 | 72,9                      |
| RD 120 A | Déviations de St-Agrève entre la RD 533 et la RD 120<br>(continuité de l'itinéraire Valence – Le Puy par RD 533 – RD 120) | 02.06.83                  | 1,7                       |
| RD 121   | Entre la limite du département de la Haute-Loire (col des Baraques) et Davézieux (RD 82)                                  | 13.12.52.<br>et 20.12.67. | 30                        |
| RD 206   | Entre la RD 82 et la RD 121 (Annonay)   | 08.06.72.                 | 5,7                       |
| RD 519   | Entre la RD 121 et la RD 82   | 13.12.52.                 | 1                         |
| RD 533   | Entre la RD 120A (St-Agrève) et la RD 86 (St-Péray)   | 13.12.52.                 | 57,5                      |
| RD 901   | Entre la RD 104 (carrefour des Avelas) et la RD 104 (carrefour de Sauvas) continuité de l'itinéraire RD 104               | 20.12.67.                 | 3                         |



**ROUTES DÉPARTEMENTALES**

| N° de RD  | Désignation des sections  | décret de classement   | longueur indicative en km |
|---|---|------------------------|---------------------------|
| routes nationales transférées au 1 <sup>er</sup> janvier 2006 |   |                        |                           |
| RD 820  | Entre la limite du département de la Loire et la limite du département de l'Isère | 13.12.52               | 18                        |
| RD 86   | Entre la limite du département de la Loire et la limite du département du Gard    | 13.12.52.              | 137,6                     |
| RD 93   | Entre la RD 86 (Viviers) et la limite du département de la Drôme                  | 13.12.52.              | 0,8                       |
| RD 95   | Entre la RD 86 (Tournon-sur-Rhône) et la limite du département de la Drôme        | 13.12.52.              | 0,3                       |
| RD 96   | Entre la RD 86 (Guilherand-Granges) et la limite du département de la Drôme       | 13.12.52.<br>(partiel) | 2                         |
| RD 104  | Entre la limite du département de la Drôme et la RN 102 (Aubenas)                 | 20.12.67.              | 42,8                      |
| RD 533  | Entre la RD 86 (St-Péray) et la limite du département de la Drôme                 | 13.12.52.              | 2,7                       |

**ROUTE NATIONALE**

| N° de RN | Désignation des sections   | décret de classement | longueur indicative en km |
|----------|--|----------------------|---------------------------|
| RN 102   | Entre la limite du département de la Loire et la limite du département de la Drôme | 13.12.52.            | 91,7                      |



# Groupements territoriaux

